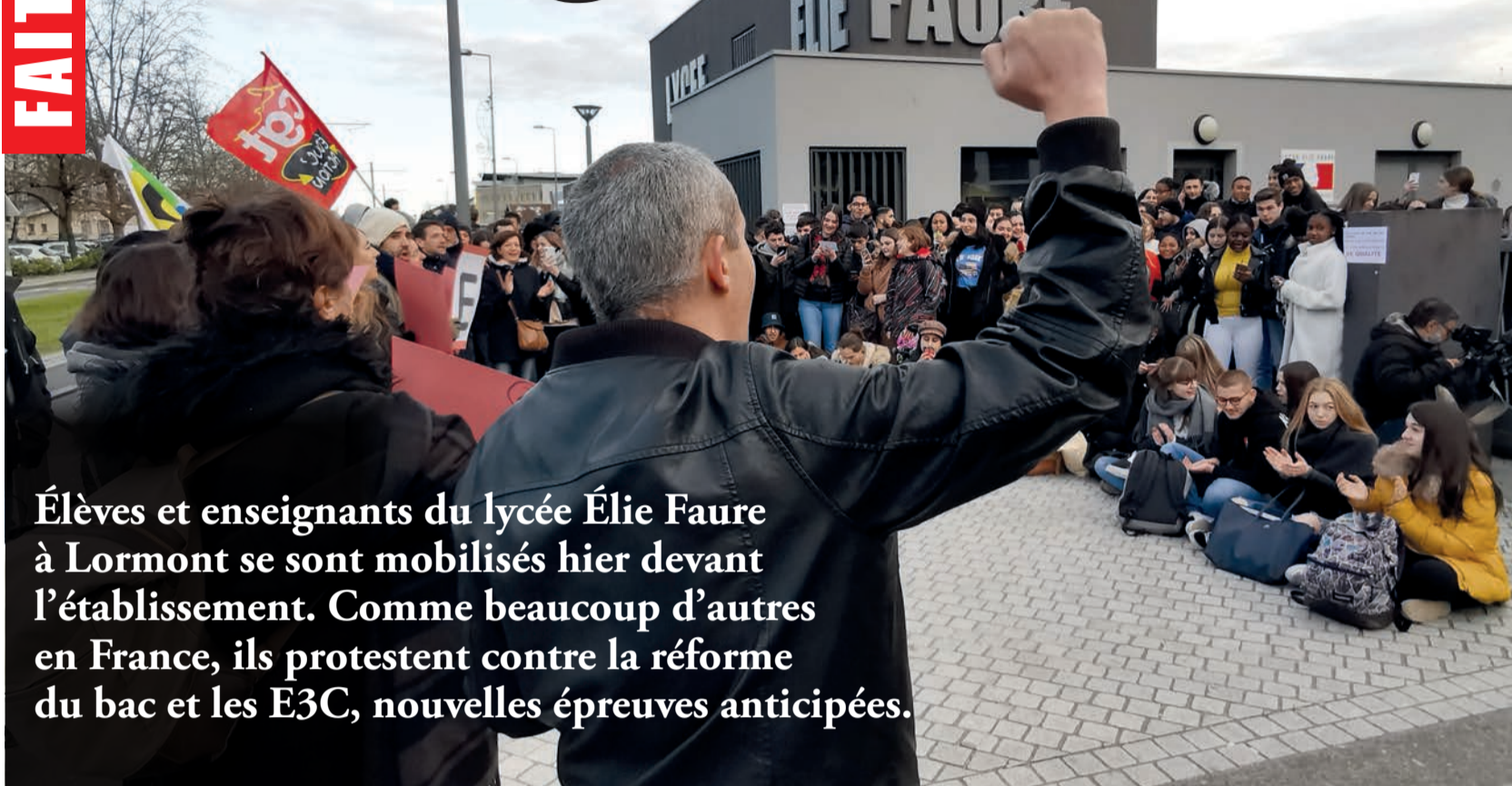


FAIT DU JOUR

Bac option blocage



Élèves et enseignants du lycée Élie Faure à Lormont se sont mobilisés hier devant l'établissement. Comme beaucoup d'autres en France, ils protestent contre la réforme du bac et les E3C, nouvelles épreuves anticipées.

© Alexis Montmasson

Aux portes du lycée Élie Faure, les élèves reprennent en chœur les chants des professeurs mobilisés contre les E3C.

« La vie de ma mère, les E3C, on va pas les passer ! » scande un élève du lycée Élie Faure, à Lormont. À 10h du matin, il est censé plancher sur l'écrit d'anglais de la première session d'E3C, ou « épreuves communes de contrôle continu ». Il s'oppose à la nouvelle version du baccalauréat de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale. Les élèves de Première inaugurent la réforme cette semaine. Dans la métropole bordelaise, plusieurs lycées ont été bloqués pour empêcher la tenue de ces épreuves. Des élèves refusent de composer, et considèrent que cette première session d'examens arrive trop tôt dans l'année. Les professeurs se plaignent de leur côté d'avoir découvert les sujets seulement en mi-décembre, soit quelques semaines avant l'échéance. Plutôt qu'un blocage, les lycéens d'Élie Faure ont opté pour un *sit-in* aux portes du lycée. Face au « manque de préparation » de la réforme, ils considèrent leur génération comme un « crash-test ». Une dizaine de professeurs venue d'autres lycées bordelais s'est mobilisée pour soutenir leurs collègues. « Les élèves

se découvrent un premier engagement. Je crois que c'est notre devoir d'être derrière eux », affirme une professeure qui préfère garder l'anonymat « par crainte des représailles ». Les enseignants les interpellent avec prises de parole, banderoles et tracts. Plus d'une centaine de lycéens afflue devant le portail pour reprendre en chœur leurs slogans. « On n'a pas vu de mouvement d'une telle ampleur dans l'éducation depuis 2003 », se réjouit ce professeur d'histoire-géographie, dont la voix est couverte par les klaxons de soutien des automobilistes passant devant l'école.

« J'ai moins peur d'une mauvaise note que de l'avenir que l'on me réserve ».

Les lycéens pour la majorité d'entre eux se regroupent ensuite sous le préau, pour continuer à clamer leur mécontentement, faisant fi des menaces de la CPE. À l'intérieur, une élève indique que seule une vingtaine de ses camarades a composé sur les 90 candidats inscrits. Même pas

peur du 0/20 promis par la rectrice de l'académie de Bordeaux, Anne Bisagni-Faure, aux élèves refusant de composer. La menace ne fonctionne pas sur les plus déterminés : « J'ai moins peur d'une mauvaise note que de l'avenir que l'on me réserve ». Les professeurs qui bloquent la tenue des épreuves encouront quant à eux des sanctions administratives, selon le rectorat. Mais cela n'a pas suffi à éviter les blocages en début de semaine d'autres lycées de la région, comme Gustave Eiffel ou Alfred Kastler. Il s'agit de « ne pas se laisser intimider » face à une réforme fondée sur une politique d'austérité, affirme une professeure d'espagnol. « Un nombre important de boycotts peut modifier le rapport de force avec la hiérarchie ». Plusieurs enseignants et élèves estiment que la sanction du 0/20 finira par être levée. Il faudra pour cela que la mobilisation se poursuive la

semaine prochaine, lorsque plancheront les élèves de la filière générale. En attendant, les professeurs les plus engagés ont prolongé leur journée de lutte jusqu'en début d'après-midi. À 14h, une cinquantaine d'enseignants s'est rassemblée devant le Grand Théâtre de Bordeaux pour « vider leur sac ». Ils jettent d'anciens manuels scolaires, devenus obsolètes, et brandissent des caricatures de Jean-Michel Blanquer. Une professeure l'apostrophe en moquant sa réforme : « Bâclée, recalée, revois ta copie ! ». Leur mobilisation ne se cantonne pas à la réforme du lycée, ils s'opposent également au système de retraite par points. Ainsi battraient-ils le pavé demain aux côtés des autres travailleurs en grève.

Mathieu MICHEL @Tiouspi
Alexis MONTMASSON @MontmassonA

Bataille de stylos entre professeurs

Des enseignants ont lancé en décembre dernier une page Twitter - « Les stylos verts » - pour défendre la réforme du bac. Les « stylos rouges », à la pointe de la contestation anti-Blanquer, doutent de l'indépendance politique de ce collectif.

Les « stylos verts » voient rouge. Ces professeurs et enseignants favorables à la réforme Blanquer comptent bien avoir voix au chapitre pour défendre la nouvelle version du baccalauréat. Leur page Twitter lancée en décembre 2019 réunit aujourd'hui plus de 2 200 abonnés, contre 9 150 pour les « stylos rouges » auxquels ils s'opposent. Très actifs sur ce réseau social, ils s'y affichent comme « la #MajoritéSilencieuse d'enseignants [du primaire au lycée, ndlr] qui fait son métier sans embêter le monde », alors que les blocus se multiplient en France. Selon eux, cette opposition n'a pas lieu d'être. « Les réformes menées par le ministre de l'Éducation vont dans le bon sens. Chaque épreuve représente

peu dans la note finale, et l'assiduité en cours est enfin récompensée », estime le porte-parole du collectif, qui désire rester anonyme. Mais leurs déclarations publiques soulèvent des questions sur l'éventuelle couleur politique du collectif.

Indépendance ou connivence ?
Le mouvement des « stylos verts » refuse toute étiquette, mais leur positionnement rejoint très souvent la ligne défendue par le gouvernement et le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer. Un appui affiché jusque dans la description de leur compte Twitter : « Pourquoi quand @jmblanquer dit quelque chose les #StylosRouges entendent le contraire ? ». Et c'est sans

fard d'ailleurs que la personne qui se cache derrière la page des « stylos verts » le revendique, leur « ligne est de défendre le ministre, qui est particulièrement bienveillant avec le corps enseignant ».

Si le porte-parole des « stylos verts » se défend de toute connivence avec la formation La République en marche (LREM), cette proximité assumée interroge. Les « stylos rouges » n'hésitent pas à remettre en question le caractère apolitique de la formation. « Nous n'irons pas jusqu'à dire que ce mouvement est piloté par un membre de La République en marche. Mais il est clair que les « stylos verts » sont avant tout un groupe de soutien », tranche Pierre Leroy, enseignant en Gironde et porte-parole des « stylos rouges » de l'académie de Bordeaux. Ces derniers soupçonnent leurs détracteurs d'être chapeautés par une force syndicale proche de l'Éducation nationale ; une critique balayée par le porte-parole des « stylos verts ». « Nos membres viennent de tous les horizons politiques, sauf RN », une raison qui les auraient poussés à refuser les avances du Syndicat national des lycées, collèges, écoles et du supérieur (SNALC), un syndicat souvent positionné à droite de l'échiquier politique. Jean-Michel Blanquer voulait une « école de la confiance », mais entre « stylos verts » et « stylos rouges », le pari n'est pas gagné.

Anastasia NICOLAS @anastanicolas

La réforme qui fâche

CONTRÔLE CONTINU



Il compte pour 40 % de la note finale

30 % correspondent aux résultats des épreuves communes de contrôle (E3C). Deux sessions se déroulent aux 2^e et 3^e trimestres de Première et une session au 3^e trimestre de Terminale.

Les 10 % restants sont établis en fonction des bulletins scolaires de Première et Terminale.

ÉPREUVES FINALES



Elles représentent 60 % de la note finale

- Une épreuve anticipée orale et écrite de Français en fin de Première.
- Deux épreuves écrites sur les disciplines de spécialité choisies par l'élève.
- Une épreuve de philosophie.
- Un oral préparé en Première et en Terminale.

GRAND ORAL



L'oral se déroule en Terminale devant un jury de trois personnes. Il est composé de deux parties d'une durée totale de 20 minutes :

- La présentation d'un projet portant sur une ou deux disciplines de spécialité choisies par l'élève.
- Un échange avec le jury.

SPÉCIALITÉS



Les séries L, ES et S sont remplacées par un parcours par modules. Il est composé d'un tronc commun et de quatre disciplines : deux « mineures » et deux « majeures ».

Les spécialités sont : Arts ; Biologie et Écologie ; Histoire-Géographie ; Géopolitique et Sciences politiques ; Humanités, Littérature et Philosophie ; Langues ; Littérature, Langues et Cultures de l'Antiquité ; Mathématiques ; Numérique et Sciences informatiques ; Physique-Chimie ; Sciences de la vie et de la Terre ; Sciences de l'ingénieur ; Sciences économiques et sociales.



Des professeurs ont vidé leur sac hier devant le Grand Théâtre de Bordeaux contre la réforme du bac.

© Mathieu Michel

© Jeanne Malâtr

Extinction Rebellion, comme à la maison

Samedi dernier, la branche locale du mouvement Extinction Rebellion a commencé l'occupation d'un ancien centre médical à Cenon. Ils veulent y créer un lieu ouvert à tous.



© Juliette Pierron

Pour les courses, les militants payent encore de leur poche, en attente d'une meilleure organisation.

► Au bout d'une route, un ancien centre de rééducation pour enfants handicapés surplombe Cenon, austère. À l'entrée, un drapeau orné d'un sablier, symbole du mouvement social écologiste Extinction Rebellion et une boîte aux lettres avec quatre noms. Enfin, une grande pancarte en feuilles A4 et au marqueur : « Maison de l'Écologie et de la Résistance » (MER). C'est un « squat » où vivent depuis samedi, quatre membres d'Extinction Rebellion et parmi eux, Agrippine. Les murs ne sont pas décrépis, le sol est propre, l'électricité fonctionne. « Selon nous, le lieu est inoccupé depuis un an et demi maximum », calcule la jeune femme.

« Comme une MJC »

L'occupation du lieu ne ressemble pas aux actions traditionnelles d'Extinction Rebellion, plus éphémères. « On s'est vite rendu compte qu'on avait besoin de s'inscrire dans la durée » explique Agrippine. La MER permet au mouvement d'organiser sa logistique et de stocker son matériel, comme les banderoles qui ornent le couloir principal. Elle sert aussi de base arrière : mardi soir, la Maison a accueilli la réunion « Inter orga climat », réunissant plusieurs associations écologistes afin d'organiser une action lors des élections municipales. Dans cet espace immense sur trois étages, les militants ont de quoi laisser libre cours à leur imagination.

La MER, aide précieuse pour l'organisation d'Extinction Rebellion, a surtout pour but de créer du lien social. Agrippine énumère les projets à venir : un jardin partagé, une cantine solidaire, des cours de musique... Trois jours après son ouverture, le lieu a déjà un programme n'attendant plus que ses participants. Mercredi : « soutien scolaire », samedi : « apéro des voisin.e.s » « Nous voudrions que les gens s'approprient le lieu » explique un jeune militant surnommé Blop, fabricant des cendriers dans la salle principale. « À terme, le lieu doit attirer d'autres personnes que les sympathisants. » Agrippine ajoute : « L'idée est de faire un peu comme une MJC (ndlr, Maison de la jeunesse et de la culture). Plusieurs personnes du quartier sont venues par curiosité. Les retours sont bienveillants ». Sur le programme, il y a aussi des activités plus militantes, la patte d'Extinction Rebellion. Un ciné-débat autour du film *Woman at war*, des formations à la désobéissance civile et un « apocalypse » hebdomadaire pour discuter décroissance et collapsologie. « C'est pour nous la partie la plus importante : la sensibilisation », souligne Agrippine.

« Des bols et du soutien moral »

Du bruit à l'entrée, un sympathisant d'une quarantaine d'années apporte des draps. L'aménagement du lieu se fait grâce aux dons. Il leur demande quels sont leurs besoins.

Aux fourneaux, un jeune homme, dit Runa, lui répond : « Des bols et du soutien moral. » À peine arrivés sur les lieux, les nouveaux habitants ont rencontré des ennus. Samedi, Dominique Astier, le premier adjoint au maire de Cenon assistait à l'amenagement du squat. « Il nous a cordialement annoncé qu'il désapprouvait le squat », raconte Runa.

Lundi, les occupants ont appris par les médias que la mairie a ordonné leur expulsion. Ils ont pris un avocat afin de « comprendre si la procédure est enclenchée ou non et sur quel base ». Un des arguments pourrait être celui des risques sanitaires, le bâtiment étant très probablement amianté. Blop soupire : « C'est un argument faible. Si le bâtiment était réellement dangereux, ils n'auraient pas laissé des enfants handicapés y grandir pendant des années. » Malgré le stress, Runa relativise, l'expulsion n'est pas pour demain. Il ironise : « Le maire sortant se présente aux municipales comme "rassembleur de la gauche". C'est mauvais si de jeunes de gauche, altermondialistes et militants, se font virer à coups de bélier d'un endroit qu'ils veulent rendre social et écolo. »

Juliette PIERRON @PierronJuliette2

Les Girondines cramponnées au podium

Après 13 journées de championnat, les Girondines de Bordeaux pointent à la troisième place de D1. Le club entend rivaliser avec les deux mastodontes du championnat, Lyon et Paris.



© Q.Salmier / FFCB

Les Girondines restent sur un bilan de six matches sans défaite en championnat.

► Un nul de bon augure. Les Bordelaises ont su résister dimanche à la vague lyonnaise, championne de France en titre. Un 0-0 plein de promesses avant le match contre Dijon samedi au Bouscat⁽¹⁾. « C'est dans la continuité des choses » confie Cyril Nassans, supporter membre de la page Twitter Girondins Analyse. « Ulrich Ramé a bien recruté. On lui doit l'arrivée de joueuses expérimentées comme Charlotte Bibault et Inès Jaurena. On a aussi stabilisé le milieu de terrain tout en renforçant l'avant avec la venue de la buteuse jamaïcaine Khadija

Shaw auteure de neuf buts depuis le début de saison. »

Le nouvel entraîneur, Pedro Martinez Losa a aussi fait parler son expérience de technicien étranger. Arrivé d'Arsenal (champion d'Angleterre en titre), il a su donner les clés du terrain aux deux internationales françaises : Viviane Asseyi et Claire Lavogez. L'Espagnol a eu aussi la chance d'hériter d'une équipe qui a fini au pied du podium en 2019 et coachée par Jérôme Dauba, élu meilleur entraîneur français cette même année.

L'objectif maintenant est simple : continuer comme cela et se maintenir à la troisième place jusqu'à la dernière journée. Pour Donatien Davyd, community manager des féminines du club, « il faut attraper ce podium et essayer de titiller les deux grosses écuries devant nous. Le principal c'est que le fossé entre Lyon et le PSG se resserre. Elles trustent depuis trop longtemps les deux seules places qualificatives pour la Ligue des champions ».

Erwan MORVAN @erwan4510

(1) Bordeaux-Dijon, samedi 15h30, au stade Sainte-Germaine du Bouscat.

L'hommage à Sala

Un an... Cela fait déjà un an qu'Emiliano Sala a disparu en mer en se rendant à Cardiff, son nouveau club. Le 21 janvier 2019, l'ex-Nantais de 28 ans, formé à Bordeaux et passé par Orléans, pérorait en effet dans un dramatique accident d'avion sur lequel planent encore de nombreuses zones d'ombre. Hasard du calendrier de la Ligue 1, les Canaris accueillent Bordeaux à la Beaujoire dimanche à 17 heures. Une opposition qui sera à coup sûr chargée d'émotion. L'occasion, un an après, de rendre hommage à l'attaquant argentin : photos, vidéos et tifos géants rythmeront la soirée. En sa mémoire, des tenues inédites seront portées par les 22 joueurs. Les Nantais arboreront une tunique aux couleurs de l'Al-Biceste. Les Marine et Blanc ont quant à eux fait floquer les initiales du joueur et le drapeau argentin sur leurs maillots.

Erwan MORVAN @erwan4510

(1) Les résultats de l'enquête seront connus à la fin du mois de mars. Le litige qui oppose le FC Nantes au FC Cardiff concernant les 17 millions d'euros d'indemnités de transfert ne sera pas tranché avant l'été.

Les dockers sur le pont

Contre la réforme des retraites, les ouvriers des ports et des docks se mobilisent.

► Surprise à 6 heures hier matin, au rond-point de la G.T à Bassens. Palettes enflammées, uniformes orange fluo... Une centaine de dockers occupent les lieux et ralentissent les automobilistes. Ils marquent leur opposition à la réforme des retraites par un arrêt de travail de 72 h, entre le 22 et 24 janvier. L'opération « ports morts » concerne les sept principaux ports français. Les terminaux sont bloqués, les bateaux ne peuvent pas amarrer, les marchandises être déchargées.

Faire réagir le gouvernement

À travers cette action, la Fédération Nationale des Ports et Docks C.G.T réclame le retrait de la réforme des retraites. Si les dockers ne dépendent pas d'un régime spécifique, ils bénéficient tout de même d'un accord de flexibilité leur permettant de partir

à la retraite deux ou trois ans avant l'âge légal, 62 ans. Ils défendent aujourd'hui cet avantage qu'ils craignent de voir disparaître. Plus largement, les dockers s'opposent à la politique d'Emmanuel Macron et dénoncent dans un communiqué sa « philosophie libérale qui entraîne une accélération de la misère, de la précarité et de la pauvreté ».

De son côté, le gouvernement s'est entretenu mardi avec les associations professionnelles du secteur des transports. Ces dernières s'impatientent et réclament l'intervention de l'État pour débloquer les ports. « La confiance dans les ports français est sérieusement mise à mal » reconnaît dans un communiqué le ministère de la Transition écologique et solidaire. Les dockers, eux, comptent bien rester mobilisés.

Mathilde LÉUILLE @Mathilde_Lle



© Mathilde Leuille

Les dockers ont mis en place hier dès l'aube un barrage filtrant sur le rond-point de la G.T.

Blaye, coup de chaud à la centrale

EDF a annoncé mardi vouloir mettre à l'arrêt 16 réacteurs nucléaires. Quid de la centrale du Blayais ?

► Elle fonctionne depuis 1981 et subvient aux deux tiers des besoins en électricité de la région. Alors, quand EDF a annoncé mardi que la centrale du Blayais, située à Braud-et-Saint-Louis, allait devoir éteindre deux de ses réacteurs d'ici 2028, la nouvelle a fait grand bruit.

Pas de quoi ébranler Alice Monier, secrétaire de l'association TchernoBlaye, qui reste « extrêmement sceptique » face à l'annonce du gouvernement de ramener la production nucléaire française de 70 % à 50 % d'ici 2035, dans le cadre de son programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). « L'intention de fermer des réacteurs et non des sites laisse la porte ouverte à l'installation d'EPR (Réacteur Pressurisé Européen) nouvelle génération ». Cette militante anti-nucléaire dénonce ainsi « un effet d'annonce » et un manque de volonté politique. Selon elle, les gouvernements successifs « n'ont jamais voulu prendre à bras le corps la question du nucléaire ».

Dans un contexte de transition écologique, « EDF fait bonne figure », poursuit-elle. « Ce sont des raisons financières et non écologiques qui motivent cette décision parce qu'à moyen terme, il est évident qu'EDF n'a pas les moyens ni d'entretenir le parc

nucléaire actuel ni de le renouveler. C'est un gouffre sans fond ».

Cependant, Jean-Éric Masse, directeur du master Sûreté Nucléaire d'Arts et Métiers à Bordeaux, estime que « l'arrêt des réacteurs est réalisable, de nombreuses installations sont déjà en cours de démantèlement aujourd'hui ».

En septembre, EDF et l'Agence de Sûreté Nucléaire estimaient que les réacteurs N°3 et N°4 pouvaient poursuivre leur activité en dépit des révélations de malfaçons sur des soudures. Selon Jean-Éric Masse, « les risques associés au démantèlement sont généralement moindres pour l'environnement que ceux encourus lors de la phase d'exploitation. »

L'arrêt des deux réacteurs de 900 mégawatts, les plus anciens, ne signera pas la fermeture du site nucléaire du Blayais, conformément aux souhaits de l'exécutif. Une manière de rassurer les 1 300 salariés et 700 sous-traitants du site. Alice Monier lance comme un défi à la CGT de la filière nucléaire : « Fermer des réacteurs qui sont obsolètes, c'est bien, mais le risque c'est d'implanter des nouveaux EPR. EDF rachète des terrains contigus au site actuel. Du travail, il y en aura à profusion pour démanteler les réacteurs, cela prendra des décennies ».

Marie MONTELS @marie_montels

La solitude frappe les collégiens

C'est aujourd'hui la journée des solitudes. Les collégiens en sont les premières victimes.

► Tout le monde connaît au moins une personne concernée par la solitude. C'est statistique. Selon La Fondation de France, l'isolement affecte 10 % de la population. Surprise, ce sont essentiellement des 15-30 ans. 700 000 d'entre eux sont touchés par ce sentiment selon l'étude publiée aujourd'hui par Astrée.

« On a mené l'enquête auprès de nos collèges partenaires » explique Djelloul Belbachir, délégué général de l'association qui regrette « la stigmatisation » subie par les collégiens isolés dont 83 % associent la solitude à l'exclusion.

L'œuf ou la poule

En France, ce sont 450 000 adolescents qui se sentent souvent, voire toujours seuls... Les chiffres sont croissants et l'envie d'accuser les réseaux sociaux forte. « C'est l'œuf ou la poule » note Djelloul Belbachir. Les travaux scientifiques prouvent en

effet que Facebook et autre Instagram accentuent le sentiment d'isolement. Mais impossible d'affirmer qu'ils le provoquent.

Les causes de l'isolement sont plurielles, alors les associations s'activent. Hervé Dubernet est bénévole à Bordeaux et cet après-midi, le local d'Astrée¹ ouvrira ses portes pour une présentation détaillée de son enquête à laquelle participeront des membres du Réseau Ados Gironde, une structure animée par des professionnels de la santé engagés eux-aussi contre la solitude. Des personnes aidées et des bénévoles d'Astrée témoigneront de leurs expériences et présenteront leurs projets de partenariats avec les collèges de la métropole. Objectif : inverser la tendance et faire de la solitude un phénomène isolé.

Richard MONTEIL @richard_monteil

(1) Présentation de l'enquête sur la solitude aujourd'hui au local de l'association Astrée, 17 rue des Menus de 16 à 20 heures. 05 56 31 12 34 / www.astree.asso.fr